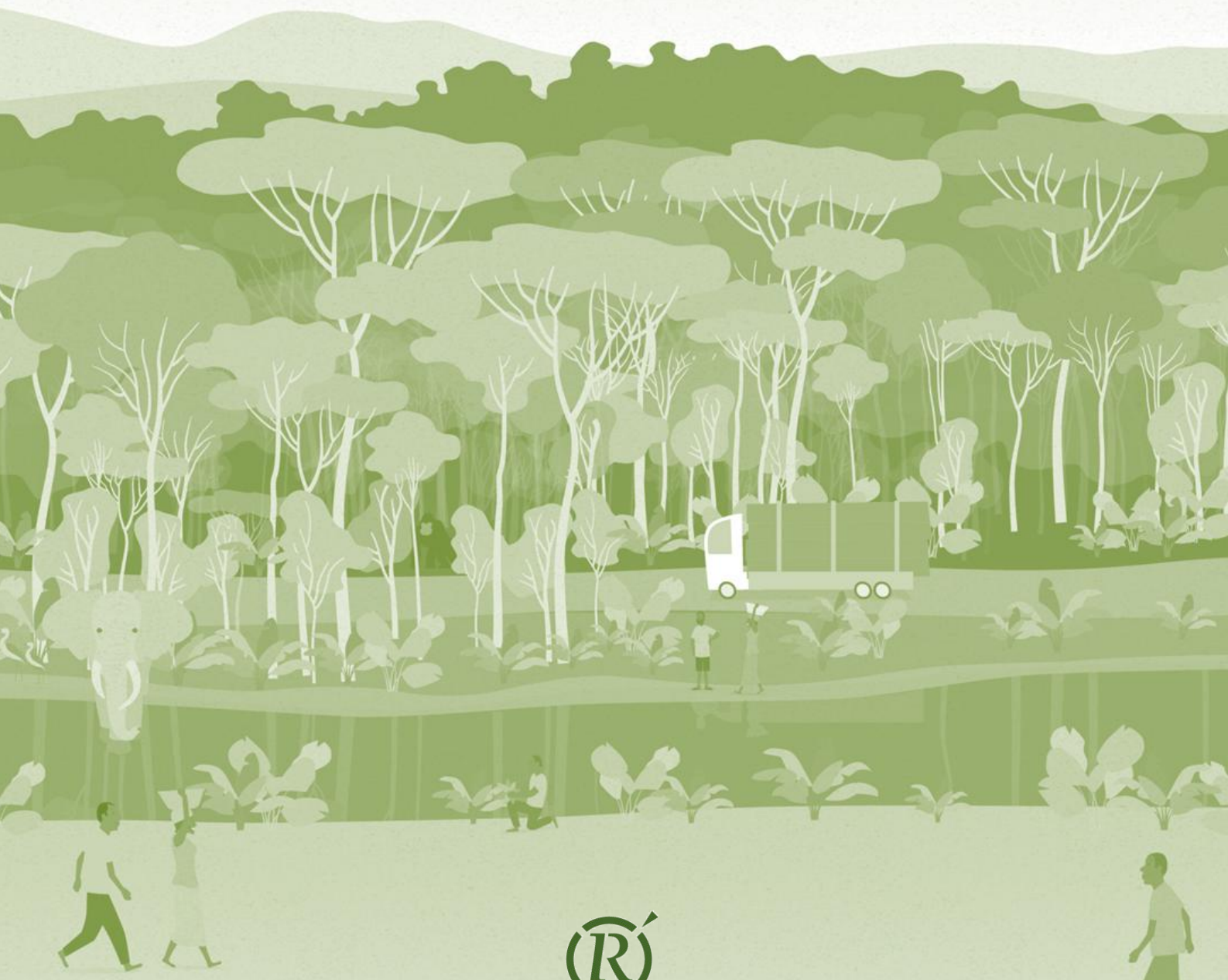
Rapport Financier Semestriel 2026



Rougier

Gérer la forêt, faire vivre le bois

Rougier

Gérer la forêt, faire vivre le bois

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2026

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE 5

COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS au 30 juin 2026 13

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 24

Rougier

Gérer la forêt, faire vivre le bois

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

1. CHIFFRE D'AFFAIRES 7
   1.1. LES MARCHÉS AU 1ER SEMESTRE 2026 7
   1.2. ANALYSE DE L'ACTIVITE 7

2. RESULTATS DES PRINCIPALES FILIALES 8

3. COMPTES CONSOLIDES DU GROUPE 9
   3.1. COMPTE DE RESULTAT 9
   3.2. SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE 10
   3.3. ETAT DES FILIALES ET DES PARTICIPATIONS 11

4. INCERTITUDES ET RISQUES 11

5. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DES COMPTES ET PERSPECTIVES 11

1. CHIFFRE D'AFFAIRES

1.1. LES MARCHÉS AU 1ER SEMESTRE 2026

Selon les principales prévisions économiques internationales du FMI, la croissance mondiale devrait s'établir à 3,0 % en 2026, en baisse par rapport à la moyenne de 3,5 % observée en 2024-2025. Le FMI estime que l'économie mondiale a jusqu'à présent mieux résisté que prévu aux conséquences économiques de la guerre au Moyen-Orient, ce conflit ayant éclaté en février 2026.

Les États-Unis conservent une croissance attendue de 2,3 % en 2026, portée par les investissements dans les infrastructures d'IA. Dans les pays émergents et en développement, la croissance devrait ralentir pour s'établir à 3,8 % en 2026. Sur le marché des bois tropicaux, l'Indice mondial du bois (GTI), publié avec le concours de l'OIBT, fait état en juin 2026 d'une légère amélioration de l'activité en Indonésie et au Ghana, tandis qu'elle a reculé dans les autres pays tropicaux suivis ainsi qu'en Chine.

Le FMI a abaissé sa prévision de croissance de la zone euro à 0,9 % en 2026, contre 1,1 % anticipé en avril. Côté BTP, l'indice PMI Construction de la zone euro est resté en zone de contraction tout au long du semestre, avec une dégradation particulièrement marquée en France.

La croissance chinoise s'est établie à 4,3 % en glissement annuel au deuxième trimestre 2026, son rythme le plus faible depuis plus de trois ans, la faible demande intérieure et la crise immobilière prolongée continuant de peser, malgré des exportations en hausse de 27 % en juin, portées par le boom de l'IA. Pour l'ensemble de l'année, le FMI attend désormais une croissance chinoise de 4,6 % en 2026, contre 4,4 % dans ses prévisions d'avril.

1.2. ANALYSE DE L'ACTIVITE

Répartition du chiffre d'affaires par produit

En milliers d'euros	30 juin 2026	% CA	30 juin 2025	% CA	Variation (%)
Grumes	11 747	33,6%	15 696	40,5%	(25,2%)
Sciages et dérivés	12 387	35,4%	10 223	26,4%	21,2%
Panneaux et dérivés	10 793	30,8%	12 765	33,0%	(15,4%)
Divers	61	0,2%	27	0,1%	129,0%
CA GROUPE	**34 988**		**38 711**		**(9,6%)**

Le **chiffre d'affaires consolidé du groupe** au 30 juin 2026 s'élève à 35,0 millions d'euros, en recul de 9,6% par rapport au premier semestre 2025. Cette baisse recouvre des évolutions contrastées : la progression des sciages ne compense pas le repli des grumes et des panneaux.

Les ventes de grumes s'établissent à 11,7 M€ au premier semestre 2026, soit 33,6% du chiffre d'affaires consolidé, en recul de 25,2% par rapport au premier semestre 2025. Ce recul s'explique principalement par un redémarrage partiel des chantiers forestiers, intervenu en plusieurs phases à la suite de la mesure administrative interdisant le transport et l'exportation des bois, décidée par l'administration gabonaise au quatrième trimestre 2025, qui a pesé sur l'activité des premiers mois de l'année, ainsi que par l'arrêt temporaire d'un chantier en mai et juin 2026, désormais levé.

Les ventes de sciages et dérivés s'élèvent à 12,4 M€, représentant 35,4% du chiffre d'affaires, en progression de 21,2%. Les sciages deviennent ainsi le premier produit du groupe. Cette hausse résulte de la reprise de l'activité de l'unité industrielle du Congo, pénalisée en 2025 par des arrêts répétés dus à la pénurie nationale de gasoil, et, au Gabon, du déstockage des productions, les exports de sciages progressant de 15,8% malgré la sous-production décidée.

Les ventes de panneaux et dérivés atteignent 10,8 M€, soit 30,8% du chiffre d'affaires, en repli de 15,4%, dans un contexte de contraction de la demande sur les principaux marchés et d'une forte concurrence asiatique.

Répartition du chiffre d'affaires par destination géographique

En milliers d'euros	30 juin 2026	% CA	30 juin 2025	% CA	Variation (%)
Europe	18 863	53,9%	16 913	43,7%	11,5%
Asie	2 378	6,8%	3 355	8,7%	(29,1%)
Afrique subsaharienne	11 924	34,1%	16 375	42,3%	(27,2%)
Moyen-Orient et Afrique du Nord	431	1,2%	26	0,1%	1 540,3%
Amérique et zone Pacifique	1 392	4,0%	2 042	5,3%	(31,8%)
CA GROUPE	**34 988**		**38 711**		**(9,6%)**

Par destination, les évolutions sont contrastées : l'Europe progresse, tandis que les autres marchés principaux reculent.

En Europe, le chiffre d'affaires s'établit à 18,9 M€, soit 53,9% du chiffre d'affaires consolidé, en progression de 11,5% par rapport au premier semestre 2025. Cette évolution reflète la bonne tenue de la demande sur les segments à valeur ajoutée, notamment les produits transformés, et la progression des ventes de sciages, soutenue par la reprise de la production de l'unité industrielle du Congo et par le déstockage au Gabon.

En Afrique subsaharienne, les ventes s'élèvent à 11,9 M€, soit 34,1% du chiffre d'affaires, en recul de 27,2%. Cette évolution s'explique principalement par la baisse des volumes de grumes, liée au redémarrage partiel des chantiers forestiers en début d'année, dans un contexte de ralentissement de la demande industrielle.

En Asie, le chiffre d'affaires atteint 2,4 M€, représentant 6,8% du chiffre d'affaires consolidé, en baisse de 29,1%. Cette contraction traduit la faiblesse persistante de la demande sur la zone, dans la continuité des tendances observées depuis plusieurs exercices.

En Amérique et dans la zone Pacifique, le chiffre d'affaires s'établit à 1,4 M€, soit 4,0% du chiffre d'affaires consolidé, en recul de 31,8%.

Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, le chiffre d'affaires ressort à 0,4 M€, contre 26 K€ au premier semestre 2025 ; compte tenu de la faiblesse de la base de comparaison, la variation n'est pas significative. La zone représente une contribution marginale à l'activité du groupe (1,2% du chiffre d'affaires).

En résumé, la progression de l'Europe ne compense pas le repli marqué de l'Afrique subsaharienne ; ces deux marchés demeurent les piliers du groupe (88% du chiffre d'affaires cumulé). L'Asie et la zone Amérique et Pacifique sont également en recul, et le poids des autres zones reste limité.

2. RESULTATS DES PRINCIPALES FILIALES

Résultats par filiales / pays

Tableau résumé en milliers d'euros	30 juin 2026						30 juin 2025					
	Gabon	Congo	Rougier Afrique Internat.	Holdings et divers	Elim.	Groupe	Gabon	Congo	Rougier Afrique Internat.	Holdings et divers	Elim.	Groupe
Chiffre d'affaires total	14 732	8 332	23 589	27	(11 693)	34 988	18 478	6 874	22 279	27	(8 946)	38 711
Inter-secteur	*(2 963)*	*(8 169)*	*(561)*	-	*11 693*		*(2 703)*	*(5 660)*	*(583)*	-	*8 946*	
Chiffre d'affaires	**11 770**	**163**	**23 028**	**27**		**34 988**	**15 774**	**1 214**	**21 696**	**27**		**38 711**
EBITDA (1)	4 039	(708)	272	(24)	-	3 579	6 544	(275)	300	(7)	-	6 562
Dotations aux amortissements et provisions	(3 616)	(1 314)	(41)	(1)		(4 972)	(3 950)	(2 880)	(53)	(2)		(6 886)
Résultat opérationnel	**425**	**(2 022)**	**231**	**(25)**		**(1 391)**	**2 679**	**(3 156)**	**247**	**(9)**		**(239)**
Coût de l'endettement financier	(563)	(219)	(370)	(63)	722	(494)	(391)	(99)	(362)	(52)	530	(373)
Produits et charges financières	14	(7)	532	259	(722)	76	23	-	363	250	(530)	106
Impôts	(150)	(42)	-	-		(193)	(189)	(82)	-	-		(271)
Résultat net	**(274)**	**(2 291)**	**393**	**170**		**(2 001)**	**2 122**	**(3 337)**	**248**	**189**		**(777)**
Investissements opérationnels décaissés	(951)	(1 268)	(197)	(2)		(2 418)	(1 540)	(510)	(118)	-		(2 168)

(1) *L'EBITDA correspond au résultat opérationnel courant hors dotations aux amortissements et provisions*

ROUGIER GABON

Au **1er semestre 2026**, le volume de **production de grumes** enregistre un retrait de 23,3% par rapport à la même période de 2025. Cette baisse s'explique principalement par le redémarrage progressif des chantiers à la suite de la mesure administrative du quatrième trimestre 2025 interdisant le transport et l'exportation des bois, par un arrêt temporaire d'un chantier en mai et juin 2026, désormais levé, et par un volume budgétisé annuel inférieur à celui de l'exercice précédent. Des actions correctives ont été engagées afin de permettre un rattrapage au cours du second semestre.

Le **chiffre d'affaires lié à la vente de grumes** recule de 25,4%, sous l'effet de facteurs conjoncturels : des volumes disponibles à la vente réduits par le redémarrage progressif de l'activité forestière, et un environnement de prix temporairement sous pression sur le marché du bois certifié FSC®. La Société a par ailleurs mis à profit le semestre pour assainir les stocks de grumes accumulés pendant la période d'interdiction de transport et d'exportation des bois.

Concernant l'**activité industrielle**, la production de débités affiche un repli de 39,8%, après un premier repli de 23,4% sur la période comparable de 2025. Ce recul résulte d'une décision stratégique de sous-production et de déstockage des productions de débités, permettant une meilleure utilisation des séchoirs pour des produits mieux valorisés, puisque les exports ont progressé de 15,8% en comparaison du 1er semestre 2025.

Au **1er semestre 2026**, Rougier Gabon a réalisé un chiffre d'affaires total de 14,7 millions d'euros, contre 18,5 millions d'euros au 1er semestre 2025, soit une baisse de 20,3%.

Le **résultat opérationnel** s'établit à 0,4 million d'euros, contre 2,7 millions d'euros au 1er semestre 2025, soit une baisse de 84,1%.

Le **résultat net contributif** s'établit à un déficit de 0,3 million d'euros, contre un bénéfice de 2,1 millions d'euros au 1er semestre 2025.

MOKABI

Au 1er semestre 2026, l'activité de **Mokabi** a encore été perturbée, au cours du 1er trimestre, par la pénurie nationale de gasoil qui sévit depuis septembre 2024. Cette situation a entrainé plusieurs arrêts successifs de production, ainsi qu'une augmentation significative des coûts d'approvisionnement en carburant.

Malgré ce contexte, la **production forestière roulée** progresse de plus de 115% par rapport à la même période de 2025, grâce au déstockage des bois restés en forêt à la fin de l'année dernière. La **production industrielle** de débités, également affectée par ces interruptions au cours du 1er trimestre, se redresse nettement et progresse de 97,1% par rapport au 1er semestre 2025, qui avait enregistré une baisse de 60,2% sur un an.

Le **chiffre d'affaires** réalisé au 1er semestre 2026 s'établit à 8,3 millions d'euros, contre 6,9 millions d'euros au 1er semestre 2025. Il intègre

l'annulation d'un chiffre d'affaires de 1,3 million d'euros, consécutive à un litige avec un client chinois né au cours du 4ème trimestre 2023. Les bois concernés, toujours présents sur le sol congolais, ont été réintégrés dans les stocks et ont pour une partie été revendus avec une décote sur la période. La part intra-groupe représente 98,0% du chiffre d'affaires total.

Le **résultat opérationnel** s'améliore sensiblement tout en restant déficitaire, ressortant à (2,0) millions d'euros, contre (3,2) millions d'euros en 2025. Il a toutefois été pénalisé par l'annulation de chiffre d'affaires mentionnée ci-dessus ainsi que par la comptabilisation d'une provision de 69 milliers d'euros destinée à couvrir une partie du risque sur la créance restante de ce client.

Le **résultat net contributif** s'établit à un déficit de 2,3 millions d'euros au 30 juin 2026 compte tenu de l'impact du litige client évoqué pour 1,4 millions d'euros, en nette amélioration par rapport au déficit de 3,3 millions d'euros au 30 juin 2025.

ROUGIER AFRIQUE INTERNATIONAL

Au 1er semestre 2026, le chiffre d'affaires de Rougier Afrique International s'établit à 23,6 millions d'euros, contre 22,3 millions d'euros au 1er semestre 2025, soit une hausse de 5,9%.

L'activité de **négoce international** (provenance hors groupe) enregistre un chiffre d'affaires de 11,3 millions d'euros au cours du semestre. La part de négoce dans le chiffre d'affaires consolidé du Groupe ressort ainsi à 32,4%, stable par rapport aux 33,2% au 1er semestre 2025.

Le **résultat net contributif** de Rougier Afrique International s'élève à 0,4 million d'euros au 30 juin 2026, en progression par rapport à 0,2 million d'euros au 30 juin 2025.

3. COMPTES CONSOLIDES DU GROUPE

3.1. COMPTE DE RESULTAT

Tableau résumé en milliers d'euros	**30 juin 2026**	*% CA*	**30 juin 2025**	*% CA*	*Variation (%)*
Chiffre d'affaires	**34 988**		**38 711**		**(9,6%)**
EBITDA (1)	3 579	10,2%	6 562	17,0%	(45,4%)
Résultat opérationnel courant	(1 393)	(4,0%)	(325)	(0,8%)	(329,4%)
Résultat opérationnel	(1 391)	(4,0%)	(239)	(0,6%)	(482,4%)
Résultat net	**(2 001)**	**(5,7%)**	**(777)**	**(2,0%)**	**(157,5%)**
dont Part du Groupe	***(1 227)***	***(3,5%)***	***(455)***	***(1,2%)***	***(169,6%)***
Capacité d'autofinancement (2)	2 065	5,9%	3 104	8,0%	(33,5%)

(1) L'EBITDA correspond au résultat opérationnel courant hors dotations aux amortissements et provisions
(2) Après coût de l'endettement financier net et impôt

Au 1er semestre 2026, le **chiffre d'affaires consolidé** du Groupe s'établit à 35,0 millions d'euros, contre 38,7 millions d'euros au 1er semestre 2025, soit une baisse de 9,6%. Il intègre l'annulation d'un chiffre d'affaires de Mokabi de 1,3 million d'euros, consécutive à un litige avec un client chinois né au cours du 4ème trimestre 2023. La progression des ventes de Rougier Afrique International compense en partie le recul de celles de Rougier Gabon.

La **marge brute consolidée** s'élève à 19,7 millions d'euros, contre 22,1 millions d'euros au 1er semestre 2025, soit un recul de 11,1%. En proportion du chiffre d'affaires, elle s'établit à 56,2%, contre 57,2% au 1er semestre 2025, le recul en valeur traduisant essentiellement la baisse d'activité.

Les **charges externes** s'établissent à 8,0 millions d'euros, contre 10,7 millions d'euros au 1er semestre 2025, soit une baisse de 24,6%. Elles représentent 22,9% du chiffre d'affaires, contre 27,5% au 30 juin 2025, traduisant les efforts de maîtrise des dépenses engagés par le Groupe, ainsi que la baisse d'activité.

La **valeur ajoutée** progresse à 11,6 millions d'euros, représentant 33,3% du chiffre d'affaires contre 29,7% au 1er semestre 2025. Cette amélioration du taux de valeur ajoutée s'explique principalement par la réduction des charges externes, ainsi que par une variation des stocks moins défavorable, à (0,5) million d'euros contre (0,9) million d'euros au 30 juin 2025.

La **masse salariale** est stable à 7,3 millions d'euros, au même niveau qu'au 1er semestre 2025. Elle représente 20,7% du chiffre d'affaires, contre 18,8% au 1er semestre 2025.

Les **impôts et taxes**, constitués principalement des charges liées à la détention et à l'exploitation des forêts en Afrique, ainsi que des droits de sortie des productions, s'élèvent à 1,7 million d'euros, contre 1,6 million d'euros au 1er semestre 2025, en légère hausse du fait de l'augmentation des exportations, ainsi que des droits de sortie du Gabon.

Les **autres produits et charges d'exploitation** représentent un produit net de 0,7 million d'euros, contre une charge nette de (0,3) million d'euros au 1er semestre 2025. Les autres produits de l'activité s'élèvent à 0,1 million d'euros, contre 4,2 millions d'euros au 1er semestre 2025, qui intégraient des reprises de provision.

L'**EBITDA** ressort à 3,6 millions d'euros, soit 10,2% du chiffre d'affaires, contre 6,6 millions d'euros (17,0%) au 1er semestre 2025. Hors autres produits de l'activité, l'EBITDA progresse de 2,3 millions d'euros au 1er semestre 2025 à 3,4 millions d'euros au 1er semestre 2026, traduisant les

efforts de maîtrise des charges engagés sur le semestre.

Après prise en compte des **dotations aux amortissements** de 3,1 millions d'euros (contre 4,1 millions d'euros au 1er semestre 2025) et des dotations aux provisions de 1,9 million d'euros (contre 2,8 millions d'euros), le **résultat opérationnel courant** ressort à (1,4) million d'euros, représentant (4,0)% du chiffre d'affaires, contre (0,8)% au 30 juin 2025.

Les **autres produits et charges opérationnels** demeurent peu significatifs, à 2 milliers d'euros (contre 86 milliers d'euros en 2025).

Le **coût de l'endettement financier net** s'établit à (494) milliers d'euros, contre (373) milliers d'euros au 1er semestre 2025. Les autres produits et charges financiers s'élèvent à 76 milliers d'euros, contre 106 milliers d'euros au 1er semestre 2025.

La **charge d'impôt**, principalement constituée d'impôts exigibles (impôts forfaitaires minimum au Gabon et au Congo), s'élève à (193) milliers d'euros, contre (271) milliers d'euros au 1er semestre 2025.

Ainsi, le **résultat net consolidé** du 1er semestre 2026 ressort en déficit de (2 001) milliers d'euros, contre (777) milliers d'euros au 1er semestre 2025. En part du Groupe, le résultat net s'élève à (1 227) milliers d'euros, contre (455) milliers d'euros au 30 juin 2025.

3.2. SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

Les fonds propres de l'ensemble consolidé sont positifs, à 9,8 millions d'euros, contre 11,8 millions d'euros au 31 décembre 2025. La variation correspond essentiellement au résultat global du 1er semestre 2026 de (2,0) millions d'euros.

Flux financiers résumés

Tableau résumé en milliers d'euros	**30 juin 2026**	**30 juin 2025**
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	2 065	3 104
Variation du BFR lié à l'activité	109	(2 740)
Flux générés par l'activité	**2 863**	**1 677**
Flux liés aux opérations d'investissement *	**(2 447)**	**(2 048)**
Flux liés aux opérations de financement	**2**	**(419)**
VARIATION DE TRESORERIE NETTE	**418**	**(790)**
* dont investissements opérationnels décaissés	(2 418)	(2 168)

Au 1er semestre 2026, la **capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impô**t s'établit à 2,1 millions d'euros, contre 3,1 millions d'euros au 30 juin 2025, traduisant un repli de 33,5 % sur un an. Cette évolution reflète principalement la baisse de la rentabilité opérationnelle enregistrée au cours du semestre.

La **variation du besoin en fonds de roulement (BFR)** liée à l'activité s'élève à 0,1 million d'euros, contre (2,7) millions d'euros un an plus tôt, soit un léger dégagement de trésorerie, alors que le BFR en avait consommé au 1er semestre 2025.

Les **flux nets générés par l'activité** ressortent ainsi positifs à 2,9 millions d'euros, contre 1,7 million d'euros au 1er semestre 2025, marquant une progression de 70,7 %.

Les **flux liés aux opérations d'investissement** présentent un décaissement net de (2,4) millions d'euros, contre (2,0) millions d'euros sur la période comparable de 2025. Ces investissements concernent principalement des dépenses opérationnelles (amélioration des capacités de production, renouvellement d'équipements forestiers et logistiques), pour un montant de 2,4 millions d'euros, contre 2,2 millions d'euros en 2025.

Les **flux liés aux opérations de financement** sont quasi nuls sur la période (encaissement net de 2 milliers d'euros), contre un décaissement net de (0,4) million d'euros au 30 juin 2025.

Au total, la **variation nette de trésorerie** du 1er semestre 2026 s'établit à 0,4 million d'euros, contre (0,8) million d'euros un an plus tôt.

Au 30 juin 2026, l'**endettement financier net consolidé** s'élève à 15,5 millions d'euros, contre 15,4 millions d'euros au 31 décembre 2025. Il représente 158,0 % des fonds propres, contre 130,4 % à fin 2025, sous l'effet conjugué de la légère hausse de l'endettement et de la baisse des fonds propres liée au résultat du semestre.

L'endettement du Groupe comprend principalement :

- des emprunts bancaires des filiales de Rougier Afrique International, pour 6,4 millions d'euros (dont 1,7 million d'euros non courants) ;
- d'autres emprunts et dettes assimilées pour 8,3 millions d'euros, incluant essentiellement le compte courant bloqué de l'associé minoritaire de Rougier Afrique International ;
- des concours bancaires courants à hauteur de 3,9 millions d'euros ;
- une trésorerie disponible de 3,2 millions d'euros.

Ces évolutions traduisent une situation de trésorerie globalement maîtrisée, malgré la baisse du résultat opérationnel et la poursuite des investissements nécessaires à l'adaptation des capacités forestières et industrielles du Groupe.

Besoin en fonds de roulement / Fonds de roulement / Trésorerie nette

La **trésorerie nette** (y compris les équivalents de trésorerie incluant des placements à terme et concours bancaires courants) s'établit à (0,7) million d'euros, contre (1,1) million d'euros au 31 décembre 2025.

3.3. ETAT DES FILIALES ET DES PARTICIPATIONS

Aucune modification n'a été apportée au périmètre des filiales et participations du Groupe au cours du 1er semestre 2026.

4. INCERTITUDES ET RISQUES

L'appréciation des risques faisant référence à l'information précédemment publiée dans le rapport financier annuel 2025 est inchangée. Les aléas opérationnels rencontrés au 1er semestre 2026, notamment l'arrêt temporaire d'un chantier désormais levé, ont fait l'objet d'actions correctives, et Rougier Gabon poursuit l'adaptation de son organisation à son niveau d'activité.

Le Groupe est exposé à un certain nombre de risques majeurs dans l'exercice de ses activités. L'identification et la gestion de ces risques font l'objet d'une attention particulière dans le Groupe tant au niveau des filiales que de la direction générale de Rougier SA. Dans ce cadre, le Groupe s'est donné pour objectif de minimiser les conséquences d'évènements pouvant compromettre son exploitation et de prévenir les risques de dysfonctionnement dans la conduite de ses opérations et la mise en œuvre de son organisation.

Conscient depuis longtemps de ses responsabilités face à l'urgence environnementale, le Groupe n'a pas attendu, tant dans les pays producteurs que dans les pays consommateurs, la mise en œuvre de restrictions quant à l'origine des bois commercialisés (processus FLEGT et RDUE en Europe, Lacey Act aux États-Unis) et a fondé son développement sur les processus de la gestion responsable notamment pour l'activité d'exploitation forestière dans le Bassin du Congo.

Le Groupe encourage ses filiales – au-delà du respect de la réglementation locale – à se conformer aux standards et procédures qu'il a élaborés. La gestion des risques opérationnels est déléguée aux directeurs des filiales qui se doivent de conduire les opérations en accord avec les lois et les règlements applicables dans chaque pays d'implantation du Groupe, notamment dans le domaine de l'exploitation forestière et de la transformation industrielle, cœur de l'activité de Rougier.

5. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DES COMPTES ET PERSPECTIVES

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DES COMPTES :

Au Gabon, le processus de renouvellement de la concession du Haut-Abanga avance favorablement, en étroite collaboration avec le Ministère des Eaux et Forêts. Par ailleurs, afin d'adapter ses effectifs à son niveau d'activité, Rougier Gabon a engagé fin juin 2026 une procédure de licenciement pour motif économique, menée en concertation avec les représentants du personnel. Le dossier a été transmis à l'Inspection du travail et son instruction se poursuit postérieurement à la clôture. Les économies de masse salariale ne produiront leurs effets qu'à partir de l'exercice 2027.

Au Congo, l'incertitude sur la disponibilité du gasoil perdure. Mokabi s'appuie sur plusieurs fournisseurs afin de sécuriser ses approvisionnements et d'assurer la continuité de sa production. La saison des pluies a également été particulièrement marquée au cours du 3e trimestre.

L'autorisation temporaire d'exportation de grumes permettra les premiers chargements au cours du deuxième semestre.

PERSPECTIVES :

ROUGIER poursuit sa stratégie centrée sur le développement d'une exploitation durable et certifiée des forêts naturelles au Gabon et en République du Congo, ainsi que sur la transformation industrielle et la commercialisation internationale de bois tropicaux africains à forte valeur ajoutée.

L'obtention, en septembre 2025, de la certification FSC® par Mokabi constitue une étape majeure pour le Groupe, désormais entièrement certifié FSC® sur l'ensemble de ses concessions forestières et de ses unités industrielles. Cette avancée confirme son engagement historique en faveur d'une gestion responsable des ressources forestières et renforce son positionnement sur les marchés internationaux des bois tropicaux certifiés.

Cette stratégie permet également au Groupe d'anticiper les exigences du Règlement européen sur la déforestation (RDUE), en garantissant un haut niveau de traçabilité et de conformité environnementale pour ses produits destinés au marché européen.

Dans un premier semestre 2026 encore marqué par le redémarrage progressif de l'activité forestière au Gabon, le Groupe a poursuivi ses efforts d'adaptation de son organisation et de maîtrise de ses coûts, qui se traduisent notamment par une réduction sensible de ses charges externes.

Les perspectives demeurent étroitement dépendantes de l'évolution de l'environnement économique et des conditions d'exploitation. Les incertitudes géopolitiques et leurs conséquences, notamment sur les marchés, ainsi que les contraintes d'approvisionnement en énergie, en quantité comme en coût, sont susceptibles de continuer à peser sur le niveau d'activité du Groupe à court terme.

Dans ce contexte, la généralisation de la certification FSC® constitue un levier structurant pour sécuriser les débouchés commerciaux et renforcer la valorisation des produits. Parallèlement, la diversification des sources d'approvisionnement de l'activité de négoce de Rougier Afrique International permet au Groupe d'élargir son offre et de mieux répartir ses risques.

Rougier

Gérer la forêt, faire vivre le bois

COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS au 30 juin 2026

(Comptes non soumis à examen limité)

1. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE 14

2. ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE 15

3. ETAT CONSOLIDE DE LA SITUATION FINANCIERE 16

4. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES 18

5. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE NETS CONSOLIDES 19

6. INFORMATIONS SECTORIELLES RESUMEES 20

7. ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES 21

1. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En milliers d'euros	30 juin 2026	30 juin 2025
CHIFFRE D'AFFAIRES	**34 988**	**38 711**
Autres produits de l'activité	144	4 222
Achats consommés	(14 831)	(15 651)
Charges de personnel	(7 252)	(7 265)
Charges externes	(8 026)	(10 651)
Impôts et taxes	(1 692)	(1 556)
Dotation aux amortissements	(3 102)	(4 111)
Dotation aux provisions	(1 870)	(2 775)
Variation des stocks de produits en cours et finis	(483)	(920)
Autres produits et charges d'exploitation	731	(329)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	**(1 393)**	**(325)**
Autres produits et charges opérationnels non courants	2	86
RESULTAT OPERATIONNEL	**(1 391)**	**(239)**
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	(139)	(123)
Coût de l'endettement financier brut	(355)	(250)
Coût de l'endettement financier net	**(494)**	**(373)**
Autres produits et charges financiers nets	**76**	**106**
Impôts	**(193)**	**(271)**
Quote-part de résultat des mises en équivalence	**-**	**-**
RESULTAT NET	**(2 001)**	**(777)**
attribuable :		
- aux propriétaires de la société mère	**(1 227)**	**(455)**
- aux participations ne donnant pas le contrôle	**(774)**	**(322)**
RESULTAT NET PAR ACTION attribuable aux propriétaires de la société mère :		
- Résultat de base par action (en euros)	(1,13) €	(0,42) €
- Résultat par action dilué (en euros)	(1,13) €	(0,42) €

2. ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

En milliers d'euros	30 juin 2026	30 juin 2025
RESULTAT NET	**(2 001)**	**(777)**
Différence de conversion	-	-
Variation de juste valeur des instruments financiers		
Effet d'impôt		
Total des gains et pertes reconnus en capitaux propres, transférables en compte de résultat	**-**	**-**
Avantages accordés au personnel (écarts actuariels)	(12)	-
Effet d'impôt	-	-
Total des gains et pertes reconnus en capitaux propres, non transférables en compte de résultat	**(12)**	**-**
RESULTAT GLOBAL	**(2 013)**	**(777)**
attribuable :		
- aux propriétaires de la société mère	**(1 234)**	**(455)**
- aux participations ne donnant pas le contrôle	**(779)**	**(322)**

3. ETAT CONSOLIDE DE LA SITUATION FINANCIERE

ACTIF

En milliers d'euros	**30 juin 2026**	**31 décembre 2025**
Immobilisations incorporelles	2 954	3 050
Immobilisations corporelles	28 031	27 705
Immeubles de placement	-	-
Titres mis en équivalence	-	-
Actifs financiers non courants	189	163
Impôts différés actifs	(23)	26
Autres actifs non courants	4 639	4 246
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	**35 790**	**35 190**
Stocks	16 501	17 551
Clients et comptes rattachés	6 421	10 085
Créances d'impôt courant	-	3
Autres actifs courants	14 416	12 214
Instruments dérivés actifs	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 174	2 668
TOTAL ACTIFS COURANTS	**40 512**	**42 520**
Actifs non courants destinés à être cédés	-	-
TOTAL ACTIF	**76 302**	**77 710**

PASSIF

En milliers d'euros	30 juin 2026	31 décembre 2025
Capital	5 549	5 549
Primes	3 950	3 950
Actions propres	-	-
Réévaluation des instruments financiers	(4)	(4)
Réserves de conversion	25	25
Autres réserves	(2 312)	(1 078)
CAPITAUX PROPRES attribuables aux propriétaires de la société mère	**7 208**	**8 442**
CAPITAUX PROPRES attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	**2 591**	**3 371**
TOTAL CAPITAUX PROPRES	**9 799**	**11 813**
Provisions pour risques et charges	3 848	2 881
Dettes financières non courantes	9 713	9 699
Impôts différés passifs	(21)	28
Autres passifs non courants	8 359	5 878
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	**21 899**	**18 486**
Provisions pour risques et charges	102	101
Dettes financières courantes	8 947	8 377
Fournisseurs et comptes rattachés	13 624	16 369
Dettes d'impôt courant	910	882
Autres passifs courants	21 014	21 676
Instruments dérivés passifs	6	6
TOTAL PASSIFS COURANTS	**44 603**	**47 411**
Passifs directement associés à des actifs non courants destinés à être cédés	-	-
TOTAL PASSIF	**76 302**	**77 710**

4. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

En milliers d'euros	Capital	Primes	Actions propres	Réévaluation des instruments financiers (1)	Réserves	**CAPITAUX PROPRES Part attribuable aux propriétaires de la société mère**	**CAPITAUX PROPRES Part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle**	**CAPITAUX PROPRES TOTAL**
Au 1er janvier 2025	5 549	3 950	-	(4)	6 985	**16 480**	**8 018**	**24 498**
Dividendes distribués						-	-	-
Augmentation de capital						-	-	-
Changement de méthode comptable (retraite)						-	-	-
Variation des actions propres						-	-	-
Impôts différés						-	-	-
Variations de périmètre						-	-	-
RESULTAT GLOBAL					(8 051)	**(8 051)**	**(4 653)**	(12 704)
Au 31 décembre 2025	5 549	3 950	-	(4)	(1 066)	**8 429**	**3 365**	**11 794**
Dividendes distribués						-	-	-
Augmentation de capital						-	-	-
Paiements fondés sur des actions						-	-	-
Variation des actions propres						-	-	-
Changement de méthode comptable (retraite)						-	-	-
Variations de périmètre						-	-	-
Autres					13	**13**	**5**	18
RESULTAT GLOBAL					(1 234)	**(1 234)**	**(779)**	(2 013)
Au 30 juin 2026	5 549	3 950	-	(4)	(2 287)	**7 208**	**2 591**	**9 799**

(1) Le taux d'autocontrôle est de 0,88% au 30 juin 2026, contre 0,85% au 31 décembre 2025. La valorisation brute comptable de ces actions propres s'élève à 268 milliers d'euros au 30 juin 2026 contre 271 milliers d'euros au 31 décembre 2025. Compte tenu d'une dépréciation cumulée de 123 milliers d'euros, dont une dotation de 22 milliers d'euros au titre du semestre liée à la fluctuation du cours de bourse, la valeur nette comptable est de 145 milliers d'euros au 30 juin 2026.

5. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE NETS CONSOLIDES

En milliers d'euros	30 juin 2026	30 juin 2025
RESULTAT NET	**(2 001)**	**(777)**
- Quote-part de résultat des mises en équivalence	-	-
- Dotation aux amortissements	3 094	4 111
- Dotation / (Reprise) relative aux provisions	953	(144)
- Plus ou moins-values de cession et variations de juste valeur	19	(86)
- Autres charges / (produits) sans incidence sur la trésorerie	-	-
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT après coût de l'endettement financier net et impôt	**2 065**	**3 104**
- Coût de l'endettement financier net	494	373
- Charge / (Produit) d'impôt	193	271
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT avant coût de l'endettement financier net et impôt	**2 751**	**3 748**
Impôts payés	3	669
Variation du Besoin en Fonds de roulement lié à l'activité	109	(2 740)
FLUX DE TRESORERIE GENERES PAR L'ACTIVITE	**2 863**	**1 677**
Investissements corporels et incorporels décaissés	(2 418)	(2 168)
Investissements financiers décaissés	-	-
Produits encaissés sur cessions d'immobilisations	(15)	99
Variation des autres actifs financiers	(14)	20
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	**(2 447)**	**(2 048)**
Augmentation de capital	-	-
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère	-	-
Nouveaux emprunts contractés	2 596	960
Remboursements d'emprunts	(2 124)	(1 007)
Intérêts financiers nets versés	(470)	(372)
Diminution / (Augmentation) des actions propres	-	-
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	**2**	**(419)**
Effet des variations de change sur la trésorerie	-	-
VARIATION DE LA TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE	**418**	**(790)**
Position à l'ouverture	(1 118)	364
Position à la clôture	(700)	(426)

6. INFORMATIONS SECTORIELLES RESUMEES

La présentation de cette information sectorielle résumée, qui est conforme à la norme IFRS 8 – Secteurs opérationnels, se limite aux indicateurs-clés retenus par la Direction Générale. Les secteurs opérationnels présentés dans la segmentation appliquée par Rougier sont des subdivisions de l'unique branche d'activité du Groupe (cf. présentation détaillée dans la Note 2-3 de l'Annexe aux comptes consolidés), complétées des activités propres aux holdings et aux activités diverses non significatives.

En milliers d'euros **30 juin 2026**	**Exploitation de forêts naturelles, industries de transformation du bois et commerce international**			Holdings & divers	Opérations inter – secteurs	**TOTAL**
	Gabon	Congo	Commerce International			
Chiffre d'affaires niveau secteur	14 732	8 332	23 589	27	(11 693)	34 988
- Opérations inter-secteurs	(2 963)	(8 169)	(561)	-	11 693	-
Chiffre d'affaires niveau Groupe	**11 770**	**163**	**23 028**	**27**	**-**	**34 988**
Dotation aux amortissements	**(2 228)**	**(831)**	**(41)**	**(1)**	**-**	**(3 102)**
Résultat opérationnel	**425**	**(2 022)**	**231**	**(25)**	**-**	**(1 391)**
dont impairment test	-	-	-	-		-
Investissements de la période (1)	**951**	**1 268**	**197**	**2**		**2 418**

En milliers d'euros **30 juin 2025**	**Exploitation de forêts naturelles, industries de transformation du bois et commerce international**			Holdings & divers	Opérations inter – secteurs	**TOTAL**
	Gabon	Congo	Commerce International			
Chiffre d'affaires niveau secteur	18 478	6 874	22 279	27	(8 946)	38 711
- Opérations inter-secteurs	(2 703)	(5 660)	(583)	-	8 946	-
Chiffre d'affaires niveau Groupe	**15 774**	**1 214**	**21 696**	**27**	**-**	**38 711**
Dotation aux amortissements	**(3 299)**	**(759)**	**(51)**	**(2)**	**-**	**(4 111)**
Résultat opérationnel	**2 679**	**(3 156)**	**247**	**(9)**	**-**	**(239)**
dont impairment test	-	-	-	-		-
Investissements de la période (1)	**1 540**	**510**	**118**	**-**		**2 168**

(1) Total des acquisitions de la période nettes des incidences des décalages de décaissements et hors IFRS16. Hors éléments financiers.

7. ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

NOTE 1 - Généralités

Rougier S.A., société mère du Groupe, est une Société Anonyme à Conseil d'administration.

Le siège social est domicilié au 210, avenue Saint-Jean d'Angély – 79000 Niort, France. La société est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Niort sous le numéro B 025.580.143. L'action Rougier est cotée sur EURONEXT GROWTH Paris, système multilatéral de négociation organisé ; son code ISIN est FR0000037640 et son code mnémonique est ALRGR.

Le Conseil d'administration a arrêté les états financiers semestriels consolidés résumés au 30 juin 2026 et a donné son autorisation à leur publication le 28 octobre 2026.

NOTE 2 - Règles et méthodes comptables

Les états financiers consolidés semestriels résumés du Groupe Rougier ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 - Information financière intermédiaire. Ces états financiers résumés ne comprennent pas l'ensemble des informations demandées pour les états financiers annuels et doivent être lus en relation avec les états financiers consolidés du Groupe établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne au 31 décembre 2025. Les états financiers consolidés sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des éléments évalués à la juste valeur, le cas échéant, et décrits dans cette annexe.

Principes généraux appliqués et déclaration de conformité

Les principes comptables retenus pour la préparation des états financiers consolidés du Groupe sont conformes aux normes et interprétations IFRS de l'IASB et telles qu'adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2026 et disponibles sur le site http://ec.europa.eu/finance/company-reporting/standards-interpretations/index_fr.html.

Les principes comptables retenus au 30 juin 2026 sont les mêmes que ceux retenus pour les états financiers consolidés au 31 décembre 2025, à l'exception de l'évolution des normes et interprétations adoptées par l'Union européenne applicables au 1er janvier 2026 et sans incidence significative sur les comptes du Groupe.

Normes, interprétations et amendements applicables à partir de l'exercice ouvert le 1er janvier 2026 :

Les méthodes comptables et règles d'évaluation appliquées par le Groupe dans les états financiers consolidés au 30 juin 2026 sont identiques à celles utilisées par le Groupe au 31 décembre 2025, à l'exception de :

- Amendements aux normes IFRS 9 et IFRS 7 : Classement et évaluation des instruments financiers ;
- Amendements aux normes IFRS 9 et IFRS 7 : Contrats faisant référence à l'électricité dépendante de la nature ;
- Améliorations annuelles des normes IFRS – Volume 11.

L'analyse de ces textes, entrés en vigueur au 1er janvier 2026, a permis de conclure à l'absence d'effet ou à un effet non significatif sur les comptes consolidés du Groupe clos au 30 juin 2026.

Textes d'application obligatoire postérieurement au 30 juin 2026 et non appliqués par anticipation :

Les normes suivantes ont été publiées par l'International Financial Reporting Standards Board mais ne sont pas encore en vigueur ou n'ont pas été adoptées par l'Union européenne :

- Norme IFRS 18 : Présentation et informations à fournir dans les états financiers ;
- Norme IFRS 19 : Filiales n'ayant pas d'obligation d'information du public – Informations à fournir.

La norme IFRS 18 a été adoptée par l'Union européenne en février 2026 ; la norme IFRS 19 est en cours d'adoption. Ces normes sont d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2027. Le Groupe analyse les incidences de la norme IFRS 18 sur la présentation de ses états financiers ; cette norme n'aura pas d'effet sur le résultat net.

2.1. Estimations et jugements

Dans le cadre de l'établissement des états financiers consolidés, la Direction du Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, des produits et des charges, ainsi que des informations données dans les notes annexes. La Direction du Groupe revoit ses estimations et ses hypothèses de manière régulière afin de prendre en compte les événements et l'expérience passés et de s'assurer de leur adéquation à l'évolution de la situation économique.

La consolidation des comptes a ainsi été réalisée en tenant compte du contexte économique actuel et en s'appuyant sur les paramètres financiers de marché tels que disponibles à la date de clôture.

La Direction du Groupe a apprécié, au mieux de la visibilité actuelle, les flux futurs de trésorerie contribuant à la valorisation des actifs à long terme. Les principales hypothèses retenues à la date d'arrêté comptable des états financiers consolidés semestriels, ainsi que la sensibilité à la variation des différents taux retenus (d'actualisation, de croissance, ...) et pris en compte dans les calculs effectués, sont détaillées dans les différents paragraphes de l'annexe des états financiers.

En fonction des hypothèses retenues, dont certaines directement liées à l'évolution des conditions économiques, les éléments figurant dans les futurs états financiers du Groupe pourront être différents des estimations actuellement retenues à la date de clôture. Dans ce cas, les impacts sur les estimations de la Direction du Groupe seront comptabilisés lors des exercices de prise en compte du changement des hypothèses.

2.2. Principes de consolidation

Les comptes consolidés incorporent par intégration globale les comptes des sociétés contrôlées de manière exclusive, directement ou indirectement, par le Groupe, à savoir le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles afin d'en obtenir un avantage.

En cas de contrôle conjoint (notamment pour les sociétés en joint-venture), le Groupe a retenu la méthode de la mise en équivalence, avec des lignes distinctes figurant à ce titre dans les comptes consolidés : "Titres mis en équivalence" à l'actif du bilan et "Quote-part de résultat des mises en équivalence" au compte de résultat. Les transactions significatives entre les sociétés consolidées, ainsi que les profits internes non réalisés, sont éliminées.

2.3. Information sectorielle

Conformément à la norme IFRS 8 - Secteurs opérationnels, l'information sectorielle présentée par Rougier est établie sur la base des données de gestion internes utilisées pour le suivi et l'analyse des performances des activités et l'allocation des ressources.

Le découpage appliqué présente quatre secteurs opérationnels (comme en 2025) qui correspondent aux reportings internes communiqués à la Direction Générale, identifiée comme le principal organe de décision opérationnelle du Groupe.

Chaque secteur constitue une composante distincte du Groupe, tant en termes d'activité que de risques, et fait l'objet d'un suivi individualisé. Ce sont des subdivisions des deux grandes activités de Rougier ; les activités propres aux holdings et les activités diverses complétant ce découpage sectoriel :

- Exploitation de forêts naturelles, industries de transformation du bois et commerce international (Rougier Afrique International) **:**

  Correspond d'une part aux activités d'exploitation de forêts naturelles et de transformation industrielle (production de sciages) des filiales situées en Afrique :

  - au Gabon,
  - au Congo Brazzaville.

  D'autre part, l'activité de commerce international assure notamment la commercialisation sur l'ensemble des marchés des produits issus des filiales africaines.

- Holdings et divers :

  Comprend les activités de la holding de tête Rougier S.A. et de diverses sociétés du groupe dont l'activité est assimilée à celle de holding.

La ventilation géographique selon le pays de destination des ventes, qui n'est pas prédominante pour le choix des implantations, est limitée au chiffre d'affaires.

2.4. Conversion des comptes des sociétés étrangères

La monnaie fonctionnelle et de présentation du Groupe est l'euro. La monnaie fonctionnelle de la quasi-totalité des filiales est l'euro ou le franc CFA, qui a une parité fixe avec l'euro.

2.5. Conversion des opérations en devises

Les opérations libellées en devises étrangères sont initialement converties et comptabilisées dans la monnaie fonctionnelle au cours en vigueur à la date de transaction.

À la date de clôture, les actifs et passifs monétaires exprimés en devises (hors dérivés le cas échéant) sont convertis au cours de change à cette même date. Toutes les différences de change dégagées à cette occasion sont comptabilisées dans le compte de résultat.

Les effets constatés en résultat sont comptabilisés :

- en résultat opérationnel pour les différences de conversion relatives à l'activité opérationnelle ;
- en résultat financier pour les différences de conversion relatives aux opérations financières.

Les instruments dérivés sont évalués et comptabilisés conformément aux modalités décrites dans la note relative aux instruments financiers.

2.6. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est égal à l'ensemble des produits des activités courantes des sociétés intégrées. Il comprend les revenus liés à la vente de biens et services. Le chiffre d'affaires provenant de la vente de marchandises ou de services est comptabilisé net des remises et des avantages commerciaux consentis et des taxes sur vente, dès lors que le contrôle des marchandises ou des services a été transféré au client. Le chiffre d'affaires provenant de la vente de marchandises est comptabilisé essentiellement au moment de leur livraison. Le chiffre d'affaires provenant de la vente de service est comptabilisé dès lors que celui-ci a été rendu.

Les ventes du Groupe sont composées d'une unique obligation de performance. La reconnaissance du chiffre d'affaires se fait à une date donnée correspondant au transfert du contrôle du bien ou service au client, généralement à la date de livraison des biens.

2.7. Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel inclut l'ensemble des produits et coûts liés aux activités du Groupe, que ces produits et charges soient récurrents ou qu'ils résultent de décisions ou d'opérations ponctuelles. En particulier, les éléments inhabituels définis comme des produits ou charges non récurrents par leur nature ou leur montant contribuent au résultat opérationnel.

NOTE 3 - Périmètre de consolidation

Aucun mouvement de périmètre n'a eu lieu lors du premier semestre de l'année 2026.

Activité / Dénomination usuelle des sociétés	Méthode de consolidation **30/06/26**	31/12/25	Pays	N° Siren	% d'intérêt du Groupe **30/06/26**	31/12/25
Rougier SA	**Société Mère**	IG	France	025 580 143	**100,00%**	100,00%
Rougier Afrique International	**IG**	IG	France	415 101 443	**65,00%**	65,00%
Cifho	**IG**	IG	Gabon	2006B05238	**65,00%**	65,00%
Cofoba	**IG**	IG	Gabon	2006B05595	**65,00%**	65,00%
Mokabi	**IG**	IG	Congo	16B6263	**65,00%**	65,00%
Rougier Afrique Centrale	**IG**	IG	Gabon	2011B12005	**65,00%**	65,00%
Rougier Gabon	**IG**	IG	Gabon	2002B02214	**63,65%**	63,65%
SPS International	**IG**	IG	France	480 514 348	**65,00%**	65,00%

IG = intégration globale NC = non consolidée

NOTE 4 – Tests de dépréciation

Les écarts d'acquisition et les actifs incorporels, dont la durée de vie est indéfinie et qui ne sont pas amortis, font l'objet d'un test de dépréciation au minimum chaque année, ou dès que des événements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de perte de valeur. De même, lorsque des événements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de perte de valeur, les immobilisations incorporelles ou corporelles amortissables font l'objet d'un test de dépréciation afin de déterminer si leur valeur nette comptable est inférieure à leur valeur recouvrable. Les tests de dépréciation sont effectués au niveau des unités génératrices de trésorerie (UGT) définies dans le Groupe et contenant les actifs immobilisés, dont les principales sont les deux UGT africaines que constituent le Gabon et le Congo. L'approche par pays, après prise en compte des opérations de commerce international s'y rapportant, résulte de l'organisation du Groupe associant étroitement les actifs forestiers et les actifs industriels dans chacun d'entre eux.

Les changements significatifs et défavorables intervenus sur les marchés sur lesquels le Groupe opère, ou relatifs aux conditions d'utilisation des actifs, constituent les indices essentiels de perte de valeur.

Malgré le recul de l'activité et des résultats au 1er semestre 2026, la Direction considère que les facteurs à l'origine de ce recul, à savoir le redémarrage progressif des chantiers forestiers après la mesure administrative du quatrième trimestre 2025 interdisant le transport et l'exportation des bois et l'arrêt temporaire d'un chantier, désormais levé, présentent un caractère temporaire. En conséquence, aucun indice de perte de valeur n'a été identifié au 30 juin 2026. Aucun test de dépréciation des Unités Génératrices de Trésorerie Gabon et Congo n'a donc été mis en œuvre au 30 juin 2026. Le test annuel sera réalisé au 31 décembre 2026.

NOTE 5 – Actifs d'impôts différés sur déficits reportables

Il n'y a plus d'actifs nets d'impôt sur déficits fiscaux inscrits au bilan au 30 juin 2026 comme au 31 décembre 2025. Le groupe établira au 31 décembre 2026 des projections de décaissement d'impôts futurs afin de déterminer si des actifs d'impôts différés sur pertes reportables doivent être comptabilisés.

NOTE 6 - Actifs et passifs éventuels

À la connaissance du Groupe, il n'existe actuellement aucun fait exceptionnel, litige ou élément susceptible d'avoir ou d'avoir eu de façon substantielle dans un passé récent des impacts sur son patrimoine, sa situation financière ou son résultat, qui ne soit pas pris en compte dans les comptes consolidés intermédiaires arrêtés au 30 juin 2026.

NOTE 7 - Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif risquant de modifier les états financiers semestriels consolidés présentés n'est intervenu entre la date de clôture des comptes au 30 juin 2026 et la date du 28 octobre 2026 à laquelle s'est tenu le Conseil d'administration ayant arrêté ces comptes.

NOTE 8 – Définition des indicateurs alternatifs de performance (IAP)

Le Groupe utilise pour le suivi de sa performance, et plus généralement dans sa communication financière, des indicateurs relativement usuels mais non définis par les normes comptables.

La définition de ces indicateurs est explicitée ci-dessous, de même que leurs modalités de calcul par référence aux lignes des états financiers consolidés du Groupe.

Les indicateurs retenus par le Groupe et leurs modalités de calcul sont identiques par rapport à l'exercice de référence du 31 décembre 2025.

RESULTAT OPERATIONNEL COURANT

Cet indicateur de mesure du résultat opérationnel courant du groupe s'obtient à partir du résultat opérationnel avant l'impact des opérations non courantes.

En milliers d'euros	**30 juin 2026**	**30 juin 2025**
Résultat opérationnel courant	(1 393)	(325)
+ Résultat sur cessions d'actifs	2	86
+ Autres produits et charges opérationnels non courants	-	-
+ Dotations / reprises sur dépréciation des actifs (impairment test)	-	-
+ Dotations / reprises sur autres provisions non courantes	-	-
Résultat opérationnel	**(1 391)**	**(239)**

EBITDA
(Earnings before Interest, Taxes, Depreciation, and Amortization)

Cet indicateur de mesure du résultat opérationnel du Groupe avant amortissements et provisions et avant impact des opérations non courantes, s'obtient à partir du résultat opérationnel courant affiché dans le compte de résultat consolidé, majoré des dotations aux amortissements et aux provisions.

En milliers d'euros	**30 juin 2026**	**30 juin 2025**
Résultat opérationnel courant	(1 393)	(325)
+ Dotation aux amortissements	3 102	4 111
+ Dotation aux provisions	1 870	2 775
EBITDA	**3 579**	**6 562**

ENDETTEMENT FINANCIER NET

Cet indicateur de suivi de l'endettement du Groupe s'obtient à partir du total des dettes financières courantes et non courantes figurant au passif du bilan consolidé, constituant l'endettement financier brut, diminué de l'impact de la trésorerie et des équivalents de trésorerie figurant à l'actif du bilan consolidé.

En milliers d'euros	**30 juin 2026**	**31 décembre 2025**
Dettes financières non courantes	9 713	9 699
Dettes financières courantes	8 947	8 377
dont Concours bancaires courants	*3 874*	*3 786*
ENDETTEMENT FINANCIER BRUT	18 660	18 076
− Trésorerie et équivalents de trésorerie	(3 174)	(2 668)
ENDETTEMENT FINANCIER NET	**15 486**	**15 408**

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Nous attestons qu'à notre connaissance, les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des évènements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes semestriels, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 28 octobre 2026

Francis ROUGIER

Président Directeur Général

Rougier

Gérer la forêt, faire vivre le bois

Société Anonyme
à Conseil d'administration
au Capital de 5 549 144 €

Siège social :
210, avenue St Jean d'Angély
79000 NIORT

RCS NIORT B 025.580.143